

DE : Monsieur Simon Jolin-Barrette
Ministre de la Justice

Le 7 octobre 2023

TITRE : Projet de Règlement modifiant le *Règlement sur les indemnités et les allocations payables aux témoins cités à comparaître devant les cours de justice*

PARTIE ACCESSIBLE AU PUBLIC

1- Contexte

La pandémie de la COVID-19 a forcé les acteurs du monde judiciaire à rivaliser d'ingéniosité pour mettre en œuvre des processus sécuritaires dans les manières de rendre la justice. Le recours accru aux moyens technologiques a été rendu nécessaire par la pandémie et l'une des innovations les plus importantes qui en a résulté, pour le système judiciaire, est le développement de l'audience par moyens technologiques.

Ce développement a toutefois fait surgir une problématique en lien avec l'indemnisation des témoins prévue au *Règlement sur les indemnités et les allocations payables aux témoins cités à comparaître devant les cours de justice*¹ (« le Règlement »), indemnisation dont l'un des critères est la durée de « l'absence du domicile » alors que plusieurs des témoins qui témoignent à une audience virtuelle le font depuis leur domicile.

Au cours de l'été 2020, cette problématique a été discutée par les partenaires du sous-comité des mesures criminelles et pénales de la Table Justice-Québec, dans la première phase de ses travaux qui portaient sur les modifications législatives à envisager afin d'accroître l'efficacité du système de justice pénale dans le contexte de la pandémie. Le Sous-ministériat des services de justice et des registres du ministère de la Justice s'engagea alors à entreprendre un processus visant à proposer au gouvernement les modifications réglementaires requises afin que l'indemnisation des témoins à une audience virtuelle soit formellement prévue au Règlement.

Le modèle actuel d'indemnisation des témoins physiques pour leur perte de temps

L'objet du Règlement est d'indemniser les citoyens qui témoignent dans une procédure judiciaire pour la perte de leur temps ainsi que pour les dépenses engagées pour leur déplacement. Ces frais sont « taxés » (c.-à-d. certifiés) par le greffier et payés, dans un premier temps, par la partie qui a assigné le témoin, laquelle peut les récupérer au terme de la procédure si elle est victorieuse et que le tribunal condamne la partie déboutée aux frais de justice.

¹ Chapitre C-25.01, r. 0.5.

Le principe retenu est que le témoin perd approximativement une demi-journée ou une journée, dépendamment du nombre d'heures qu'il est retenu au tribunal. La personne qui a été retenue moins de cinq heures (déplacements inclus) a droit à une indemnité de 45 \$. Après cinq heures, l'indemnité est doublée à 90 \$.

Les allocations

En sus de l'indemnité qui leur est attribuée pour les dédommager de leur perte de temps, les témoins peuvent recevoir trois types d'allocations pour compenser leurs dépenses réelles engagées pour leur déplacement ainsi que, le cas échéant, leur(s) repas et leur hébergement.

Aux fins d'établir le montant de ces allocations auxquelles les témoins ont droit, le Règlement incorpore, par renvoi, la Directive du Conseil du trésor sur les frais remboursables lors d'un déplacement et autres frais remboursables.

2- Raison d'être de l'intervention

L'intervention a été rendue nécessaire en raison du besoin de moderniser les règles relatives à l'indemnisation des témoins afin qu'elles soient cohérentes avec les pratiques judiciaires contemporaines.

En effet, malgré les évolutions législatives récentes qui favorisent le recours aux TI, les libellés actuels du Règlement qu'on propose ici de modifier ne sont pas adaptés à la possibilité que des audiences se tiennent par moyen technologique.

3- Objectifs poursuivis

Les objectifs poursuivis par la mesure visent à assurer une équité dans l'indemnisation de tous les témoins, qu'ils participent à distance ou en présence à l'audience, chose qui favorise l'accès à la justice.

4- Proposition

Il est possible de distinguer les témoins à distance, aux fins de leur indemnisation, en deux grandes catégories.

D'une part, il y a les témoins à domicile. Dans leur cas, le critère de l'absence du domicile est évidemment inapproprié. La durée de leur perte de temps doit être basée sur la durée de leur disponibilité pour le tribunal. Ces témoins n'engagent aucune dépense pour des déplacements, repas ou hébergement et, par conséquent, ils n'ont pas droit à ces allocations.

D'autre part, les autres témoins, c'est-à-dire ceux qui doivent participer à une audience par moyen technologique, mais qui ne bénéficient pas, à la maison ou sur leur lieu de travail, d'un environnement technologique ou logistique approprié pour le faire, doivent se déplacer dans un autre lieu pour témoigner. Ces témoins se trouvent dans une situation comparable aux témoins physiques : ils subissent une perte de temps durant l'aller-retour entre leur domicile et leur lieu de témoignage et sont susceptibles d'engager des frais de repas et d'hébergement en sus de leurs frais de déplacement. Par conséquent, ils devraient avoir droit aux mêmes indemnités et allocations que les témoins physiques.

Il est cependant prévu que ces indemnités et allocations sont calculées sur la base d'un déplacement d'une distance qui ne saurait excéder celle que le témoin aurait encourue s'il avait témoigné physiquement au palais de justice.

5- Autres options

Il a d'abord été envisagé de traiter tous les témoins à distance indistinctement en ne leur accordant aucune allocation pour déplacement, repas ou hébergement, à l'instar des témoins à domicile, de même qu'une indemnité pour perte de temps basée uniquement sur l'heure de leur convocation et celle où ils sont remerciés par le tribunal.

Cette option aurait eu pour principal avantage d'être plus facile d'application pour le personnel des services judiciaires. Elle a toutefois été écartée au terme d'une consultation effectuée auprès du DPCP, et ce, pour des motifs d'équité envers les citoyens qui doivent participer à une audience par moyen technologique, mais qui ne bénéficient pas, à domicile, d'un environnement logistique ou technologique leur permettant de le faire.

6- Évaluation intégrée des incidences

La proposition s'inscrit dans les efforts déployés par le ministère de la Justice et le gouvernement pour développer la justice numérique. Ces efforts, à terme, auront une incidence, globalement positive, sur la prestation des services gouvernementaux en matière de justice ainsi que sur l'environnement et la lutte contre les changements climatiques. Toutefois, ils pourraient avoir, potentiellement, une incidence négative mineure quant au développement des régions.

7- Consultation entre les ministères et avec d'autres parties prenantes

La Cour supérieure et la Cour du Québec ont été consultées et se sont montrées favorables à la mesure. Le Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP) a également été consulté et ses préoccupations prises en compte.

8- Mise en œuvre, suivi et évaluation

Les modifications réglementaires ne nécessitent aucun suivi ou reddition de comptes particulière.

9- Implications financières

La proposition ne comporte aucune implication financière significative. Les dépenses seront assumées à même l'enveloppe budgétaire du DPCP.

10- Analyse comparative

Une analyse sommaire des règlements applicables dans plusieurs autres juridictions canadiennes² laisse voir que la difficulté de l'indemnisation à distance semble moins se présenter en raison du langage employé dans les différents textes.

En effet, on réfère souvent à des termes tels que « par jour (ou partie de jour ou demi-journée) », lesquels concepts peuvent vraisemblablement s'accommoder du témoignage à distance. La notion plus spécifique de « l'absence nécessaire du domicile » semble être propre au règlement québécois.

Le ministre de la Justice,

SIMON JOLIN-BARRETTE

² Alberta, Saskatchewan, Ontario et les quatre provinces maritimes.